

## **FÉDÉRATION NATIONALE DE LA LIBRE PENSÉE DISCOURS LE 11 NOVEMBRE 2021 À GENTIOUX**

Chers et chères camarades,

Je vous apporte le salut fraternel de la Fédération Nationale de la Libre Pensée et de la Fédération Nationale Laïque des Associations des Amis des Monuments Pacifistes.

Nous nous félicitons de pouvoir participer à nouveau à ce rassemblement pacifiste emblématique du 11 novembre à Gentioux après un rendez-vous 2020 à minima pour la première fois en 33 ans. C'est dire s'il convient de réfléchir aux conditions et interdictions qui nous ont été imposées par le dit "état d'urgence sanitaire". Si les restrictions de liberté semblent aujourd'hui s'estomper, ne nous y trompons pas, c'est pour mieux mettre en place un régime de liberté surveillée et conditionnelle. Des lois liberticides ont été adoptées au cours de cette période, profitant de l'absence de possibilité réelle de mobilisation ; d'autres projets ont avancé sournoisement, comme celui du SNU.

Le gouvernement français, 3<sup>e</sup> exportateur d'armes mondial après les États-Unis et la Russie, ne se soucie pas de la paix. Ainsi il continue à livrer des armes à l'Arabie Saoudite et aux Émirats Arabes-Unis, impliqués dans le conflit au Yémen, alors qu'elles sont utilisées contre des civils, comme cela a été dénoncé par Amnesty International en mai 2021. Il ne se soucie que de la perte de profits, en absence de guerre et de vente d'armes, des grandes entreprises qu'il sert. Et nous l'avons vu lors de l'incident diplomatique avec l'Australie et les États-Unis. Le gouvernement français semble découvrir soudain à cette occasion ce qu'est l'OTAN et que les États-Unis traitent leurs alliés comme des vassaux ! En réalité, tous les États donnent la priorité à leurs intérêts économiques et politiques, traduisez ceux du grand capital, pas ceux de leurs ressortissants.

Et l'État français n'est pas en reste dans la course actuelle aux armements. Les dépenses militaires mondiales ont augmenté de 2,6% en 2020 par rapport à 2019 : 1 981 milliards de dollars, selon les chiffres du Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI). Tel a été le choix budgétaire de la quasi-totalité des États en pleine pandémie : la France est en huitième place des pays qui ont réalisé les plus importantes dépenses militaires dans le monde, en 2020, après les États Unis, la Chine, l'Inde, la Russie, le Royaume-Uni, l'Arabie Saoudite et l'Allemagne. Ce sont bien entendu les multinationales françaises qui décident des opérations militaires extérieures, pas nous, population de ce pays, qui ne serons pas même consultés. Les jeunes subiront en revanche des pressions, directes et indirectes, croissantes, pour accepter, obéir, et sacrifier leurs vies sur les théâtres d'opérations où se joue la tragédie de la domination -à divers degrés hiérarchiques- des pouvoirs politiques, économiques et religieux qui nous oppriment et nous exploitent. Dans le meilleur des cas, les jeunes, morts et mortes pour la France, auront droit à une médaille post-mortem, ou à leur

nom gravé sur un monument au patriotisme qui aura perpétré leur assassinat.

Le bellicisme gagne du terrain dès lors que la guerre devient plus rentable que la paix, avec des catastrophes en cours ou annoncées, sur le plan humain et environnemental, et leur corrélat de génocides, massacres, répression et assassinats avec ou sans cadre juridique, migrations forcées et misère accrue des populations... Notre espoir est de nature révolutionnaire, afin que les peuples réussissent à prendre en main leurs propres vies.

La Libre Pensée est anticapitaliste. On ne peut être libre et exploité, le capitalisme vit de la concurrence, le conflit, donc l'exploitation, la destruction, la guerre.

La Libre Pensée est pacifiste et antimilitariste. On ne peut être libre sans objection de conscience, sans pouvoir dire non à la guerre.

La Libre Pensée est anticléricale. On ne peut être libre et soumis à la pression d'une autorité religieuse ; les religions sont clivantes autant qu'une loi de laïcité, donc de séparation des Églises et de l'État, est pacificatrice ; les guerres de religion en sont la preuve.

La Libre Pensée est antidogmatique. On ne peut être libre et ne pas pouvoir manifester une pensée autre, obéir à des axiomes indiscutables, signe de totalitarisme politique ou religieux.

La Libre Pensée est anti-discriminations. On ne peut être libre et discriminé, à savoir victimes de pauvreté, servitude, racisme, sexisme, validisme, ou autres inégalités, autrement la guerre sociale est inévitable.

En conséquence, la Libre Pensée souhaite la construction d'une société nouvelle de liberté et de concorde contre l'actuelle société d'oppression et de guerre. Ce sera la fin de l'exploitation, de l'obscurantisme religieux et du pouvoir, via la mise en œuvre commune d'une politique consensuelle, fondée sur l'entraide, le partage et la solidarité, avec la raison et la science au service de la satisfaction des besoins et du bien-être de chaque personne. L'accès égal aux connaissances et à l'éducation, le progrès pour l'être humain, seront, en toute logique, également au bénéfice de son environnement non humain. Liberté de conscience et d'expérience.

La Libre Pensée, cosignataire de la Campagne unitaire anti SNU, entend ne pas permettre la militarisation de la jeunesse, pas plus que la militarisation de nos rues. La Libre Pensée dénonce le marché militaire français tout comme celui des autres impérialismes et néocolonialismes. À l'occasion des rassemblements pacifistes autour du 11 novembre, elle appelle à intensifier les initiatives contre la mise en œuvre du SNU.

Comme l'écrivait, en 1933, Durruti, -dont la tombe jouxte, à Barcelone, celle du libre penseur anarchiste, Francisco Ferrer i Guardia- : "Comment

éviterons-nous la guerre ? Il n'y a qu'un moyen. En conseillant à la jeunesse de ne pas fabriquer les armes avec lesquelles elle s'entretuera forcément et de ne défendre les intérêts de personne, [...], arme puissante pour faire échouer les plans machiavéliques d'une classe de gens sans scrupules qui, pour conserver leurs privilèges, sont capables de faire assassiner la moitié de l'humanité".

La Secrétaire d'État Sarah El Haïry refuse de recevoir la Libre Pensée et de répondre aux questions sur le SNU que nous avons rendues publiques. C'est déjà en soi une réponse.

Alors nous réaffirmons aujourd'hui 11 novembre :

Non à l'embrigadement des mineurs, hommes et femmes, pour servir les "causes" qu'on leur dictera.

Non à l'endoctrinement nationaliste de la jeunesse.

Non à l'autoritarisme, assorti de répression de la désobéissance et de restrictions des libertés.

Non au volontariat obligatoire.

Non à la militarisation de l'éducation nationale.

Non à un contrat républicain imposé, étendu à toute la population.

Non à la soumission, non à l'uniforme.

**NON AU SNU ET MAUDITE SOIT LA GUERRE !**

J'ai commencé par les victimes de demain, celles du SNU, je souhaite terminer par une cause qui nous tient à cœur, à la Libre Pensée, comme vous le savez, celle des Fusillés pour l'exemple :



La Fédération nationale de la Libre Pensée combat depuis toujours pour la Réhabilitation collective des Fusillés pour l'exemple de la Première Guerre mondiale. 2 500 condamnations à mort par les Conseils de guerre, 639 Fusillés pour l'exemple, des milliers pourrissant dans les geôles des bagnes militaires.

La Libre Pensée, avec beaucoup d'associations et de syndicats, en présence d'un millier de personnes a fait ériger et inaugurer un monument en hommage à ces victimes de la boucherie impérialiste à Chauny dans l'Aisne sur la tristement sanglante et célèbre ligne Hindenburg.

La Libre Pensée a pris contact avec des groupes parlementaires à l'Assemblée nationale et une proposition de loi a été déposée, sous le numéro N° 4636, par le Groupe parlementaire de la France insoumise pour la Réhabilitation collective des Fusillés pour l'exemple.

En voici le Premier (et unique) article :

Les militaires en service dans les armées françaises du 2 août 1914 au 11 novembre 1918 ayant été condamnés à mort pour désobéissance militaire ou mutilation volontaire par les Conseils de guerre spéciaux créés par le décret du 6 septembre 1914, ainsi que par les Conseils de guerre rétablis par la loi du 27 avril 1916, et dont la condamnation a été exécutée, font l'objet d'une réhabilitation générale et collective, civique et morale. La Nation reconnaît que ces soldats ont été victimes d'une justice expéditive, instrument d'une politique répressive, qui ne respectait pas les droits de la défense et ne prenait pas en compte le contexte de brutalisation extrême auquel les soldats étaient soumis.

Les nom et prénom des intéressés sont inscrits sur les monuments aux morts.

Un monument national est érigé, en vue de rendre hommage à la mémoire des "Fusillés pour l'exemple".

Les présentes dispositions ne sont pas applicables aux militaires dont la situation a été révisée par la Cour de cassation, sur le fondement des lois d'amnistie des 29 avril 1921 et 3 janvier 1925, et par la Cour spéciale de justice militaire, instituée par la loi du 9 mars 1932.

La Libre Pensée appelle l'ensemble de ses Fédérations départementales à se mobiliser dès maintenant pour prendre rendez-vous avec les députés de leur département pour leur demander de s'engager à voter cette proposition de loi quand elle sera mise en débat à l'Assemblée nationale.

La Libre Pensée rendra compte publiquement de la liste des députés contactés et leur réponse. Cela pourrait éclairer utilement le corps électoral et l'ensemble de la population.



**A bas la guerre !  
Ni dieu, ni maître !  
A bas la Calotte !  
Et vive la Sociale !**

Monica Jornet  
Représentante de la Libre Pensée (FNLP) à Gentioux, le 11 novembre 2021  
Présidente de la LP45